



22 octobre 2013

(13-5819)

Page: 1/4

Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires  
Comité des sauvegardes

Original: anglais

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE  
DES ARTICLES 18.5, 32.6 ET 12:6 DES ACCORDS**

**RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR L'AUSTRALIE<sup>1</sup> AU SUJET  
DE LA NOTIFICATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE<sup>2</sup>**

La communication ci-après, datée du 18 octobre 2013, est distribuée à la demande de la délégation de la Fédération de Russie.

La Fédération de Russie remercie l'Australie des questions qu'elle a posées en rapport avec la notification des lois et réglementations présentée par la Russie au titre des articles 18.5, 32.6 et 12:6 des Accords. Elle se félicite de cette occasion d'éclaircir certaines questions concernant le système de défense commerciale de l'Union douanière entre la République du Bélarus, la République du Kazakhstan et la Fédération de Russie.

**Question n° 1**

L'article 2 définit l'expression "période précédente" comme s'entendant des trois années civiles précédant immédiatement la date de dépôt de la demande d'ouverture d'enquête. Veuillez indiquer si cela signifie trois années civiles complètes ou une période de trois ans précédant le dépôt d'une demande. Veuillez aussi indiquer si cette définition se rapporte à l'évaluation du dommage. L'article 30:4-1 indique que la durée d'une enquête préalable à l'application d'une mesure de sauvegarde, d'une mesure antidumping ou d'une mesure compensatoire est établie par l'autorité chargée de l'enquête. Veuillez indiquer la période visée par l'enquête aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping ou d'un subventionnement.

**Réponse**

La définition de l'expression "période précédente" qui figure à l'article 2 de l'Accord du 25 janvier 2008 sur l'application de mesures de sauvegarde, de mesures antidumping et de mesures compensatoires aux pays tiers (ci-après, l'Accord de base) devrait être entendue dans le sens de trois années civiles complètes précédant le dépôt d'une demande. Concernant la détermination de l'existence d'un dommage grave dans le cas d'une procédure en matière de sauvegarde, conformément à une autre définition figurant dans le même article, "La dégradation est *habituellement* déterminée pour la période précédente", ce qui signifie que, lorsque l'autorité chargée de l'enquête dans une procédure en matière de sauvegardes établit la période couverte par cette enquête conformément à l'article 30:4-1 de l'Accord de base, elle se fonde sur la définition du dommage grave qui figure à l'article 2.

La période ainsi établie s'étend, conformément à l'article 9:3, en règle générale, sur les 12 mois précédant la date de dépôt de la demande, mais elle n'est pas dans tous les cas inférieure à 6 mois. Dans une procédure antidumping, l'existence d'un dommage important est déterminée

<sup>1</sup> G/ADP/Q1/RUS/2-G/SCM/Q1/RUS/2-G/SG/Q1/RUS/2.

<sup>2</sup> G/ADP/N/1/RUS/1-G/SCM/N/1/RUS/1-G/SG/N/1/RUS/1 (daté du 3 octobre 2012).

pour la période visée par l'enquête, conformément à l'article 13:3 de l'Accord. L'autorité chargée de l'enquête tient simultanément compte des tendances du marché pendant les trois années précédant la date de la demande aux fins d'établir l'existence d'un dommage important. Conformément à l'article 23:2-1, dans une procédure en matière de mesures compensatoires, le dommage important est déterminé pour la période visée par l'enquête.

#### Question n° 2

**L'article 2 définit une "menace de dommage important" comme une menace qui est "inévitabile". Veuillez clarifier le point de savoir s'il s'agit du même critère que celui qui est énoncé à l'article 3.7 de l'Accord antidumping de l'OMC, à l'article 15.7 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires et à l'article 4:1 b) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes.**

#### Question n° 3

**L'article 6:1 fait référence à un dommage grave "qu'il serait difficile de réparer par la suite". Veuillez clarifier le point de savoir s'il s'agit du même critère que celui qui est établi à l'article 6:1 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes qui mentionne un "tort qu'il serait difficile de réparer".**

Réponses aux questions n° 2 et 3

Il s'agit à notre avis d'un malentendu sur les termes suivants:

- Inévitable // imminent
- Réparer // éviter.

Ce malentendu provient d'une erreur de traduction. Nous notons à cet égard que bon nombre des notions consacrées dans l'Accord de base proviennent des Accords de l'OMC, dont elles ont été tirées et adaptées en russe aussi fidèlement qu'il a été matériellement possible. Leur retraduction, qui était nécessaire pour présenter la notification, s'est peut être écartée encore de l'original anglais. Les critères juridiques énoncés dans le texte de l'Accord de base correspondent néanmoins à ceux prévus dans les dispositions correspondantes des Accords de l'OMC.

#### Question n° 4

**L'article 6:4 fait référence aux consultations qui devraient être ouvertes après l'adoption de la décision d'imposer une mesure de sauvegarde provisoire. Veuillez indiquer le calendrier de ces consultations et si elles se tiennent "immédiatement" après que les mesures ont été prises comme cela est prévu dans l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes.**

Réponse

Les consultations à ce titre seront ouvertes immédiatement après réception d'une demande émise par un organisme compétent d'un pays exportateur, si cette demande est déposée à tout moment après l'adoption de la décision d'imposer une mesure de sauvegarde provisoire. Cette disposition reprend dans l'Accord de base les prescriptions énoncées à l'article 12:4 de l'Accord sur les sauvegardes.

#### Question n° 5

**L'article 11:1 prévoit que la détermination de la valeur normale est fondée sur des "opérations commerciales normales pour consommation sur le territoire douanier du pays étranger exportateur en situation de concurrence". Veuillez expliquer comment est définie ou évaluée la "situation de concurrence".**

## Réponse

Certains des cas considérés comme des situations de non-concurrence (à savoir ceux où les prix sont directement réglementés par les pouvoirs publics, ou bien lorsque ceux-ci détiennent le monopole du commerce extérieur) sont définis à l'article 11:11. Si les conditions décrites à cet article ne sont pas réunies, l'autorité chargée de l'enquête ne fera pas d'analyse supplémentaire de la situation de concurrence, à moins qu'elle ne reçoive, au cours de l'enquête, des indications l'incitant à le faire.

**Question n° 6**

**L'article 16:2 prévoit le recours à la règle du droit moindre. Veuillez indiquer s'il existe des circonstances spécifiques quelconques dans lesquelles la règle du droit moindre peut s'appliquer. Veuillez aussi expliquer la méthodologie pour cette évaluation. Veuillez indiquer si la règle du droit moindre est normalement appliquée dans le cadre des enquêtes.**

## Réponse

La Commission n'a jusqu'ici pris aucune décision au titre de l'article 16:2 visant à imposer un droit antidumping ou un droit compensatoire moindre que la marge calculée pour le dumping ou le subventionnement.

**Question n° 7**

**L'article 16:4 (et l'article 10:11 en cas d'échantillonnage) indique qu'un droit antidumping pour tous les autres exportateurs ou producteurs étrangers est établi en se fondant sur la marge de dumping la plus élevée qui a été calculée pendant l'enquête. Veuillez indiquer si les marges pour les exportateurs et les producteurs étrangers qui ne coopèrent pas sont prises en considération ou non à cette fin en cas d'échantillonnage.**

## Réponse

L'autorité chargée de l'enquête ne calcule pas les marges de dumping individuelles des exportateurs et producteurs qui ne coopèrent pas. Lorsque des échantillons sont utilisés au titre de l'article 10:8, les marges de dumping individuelles pourront être calculées pour les exportateurs non visés par l'échantillonnage mais ayant collaboré.

**Question n° 8**

**L'article 17:3 et 17:4 établit les procédures pour les réexamens des mesures antidumping. Veuillez indiquer si l'autorité chargée de l'enquête publie un avis alertant les parties intéressées de l'expiration de la mesure afin de susciter une demande de réexamen.**

## Réponse

À l'heure actuelle, l'autorité chargée de l'enquête ne publie pas d'avis indiquant l'expiration prochaine des mesures antidumping.

**Question n° 9**

**L'article 17:4 indique les prescriptions en matière d'éléments de preuve relatives à un réexamen, y compris qu'une "mesure antidumping en vigueur n'est pas suffisante pour contrebalancer le dumping et supprimer le dommage qui en résulte pour une branche de production des Parties". Veuillez expliquer si le "caractère suffisant" d'une mesure reflète le critère énoncé à l'article 11.2 de l'Accord antidumping de l'OMC.**

## Réponse

L'article 17:4 indique les prescriptions en matière d'éléments de preuve qui sont requises pour qu'un réexamen ait lieu. En même temps, l'article 17:1 dispose qu'une mesure antidumping doit

être appliquée pendant le temps et dans la mesure nécessaire pour contrebalancer le dommage causé à la branche de production des États Parties par les importations faisant l'objet d'un dumping. Ainsi, tout réexamen au titre de l'article 17:4 devra s'appuyer sur le critère général énoncé à l'article 17:1. Les prescriptions relatives à un réexamen reflètent donc le critère énoncé à l'article 11.2 de l'Accord antidumping de l'OMC.

**Question n° 10**

**L'article 18:1 définit le contournement comme "une modification du processus de fourniture visant à éviter le paiement de droits antidumping". L'article 18:3 indique les prescriptions en matière d'éléments de preuve applicables pour un réexamen visant à déterminer l'existence d'un contournement, et mentionne, parmi les éléments de preuve "la neutralisation d'une mesure antidumping résultant d'un contournement et [...] l'incidence de ce facteur sur la production et (ou) la vente et (ou) les prix du produit similaire". Veuillez indiquer si cela inclurait des éléments de preuve attestant de l'absence de mouvement des prix de revente des marchandises ayant fait l'objet d'un dumping à la suite de l'imposition d'une mesure antidumping.**

**Réponse**

Les éléments de preuve applicables pour déterminer la neutralisation d'une mesure résultant d'un contournement peuvent inclure les éléments de preuve attestant de l'absence de mouvement des prix de revente à la suite de l'imposition d'une mesure antidumping.

**Question n° 11**

**L'article 20 définit une subvention comme une forme quelconque de soutien des revenus ou des prix donnant "un avantage additionnel" ou une contribution financière qui assure des "avantages additionnels" à ceux qui la reçoivent. Veuillez indiquer si l'existence d'un "avantage" ou d'"avantages" est suffisante pour satisfaire aux prescriptions qui définissent une subvention. Veuillez indiquer la portée de l'expression "autorité qui accorde la subvention".**

**Réponse**

Dans la version anglaise, la distinction apparente entre les notions de "avantage" et "benefit" dans ces deux paragraphes de l'article 20 n'est qu'un problème de traduction. L'original russe de l'Accord de base emploie deux fois le terme "преимущества" ("avantage"). Cela correspond à la définition du terme subvention figurant à l'article premier de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

L'expression "autorité qui accorde la subvention" s'entend aux termes de l'article 2 de l'Accord de base comme "d'un organisme public ou d'une autorité locale de l'État étranger exportateur ou d'une entité agissant au nom de l'autorité nationale ou de l'autorité locale compétente ou autorisée par l'agence gouvernementale ou l'autorité locale compétente, en droit ou en fait".

**Question n° 12**

**Veuillez indiquer ce que recouvre l'expression "autres parties" à l'article 30:12 et si elle diffère de la définition des parties intéressées figurant à l'article 36.**

**Réponse**

Les parties désignées à l'article 30:12 de l'Accord de base recouvrent en effet un champ plus vaste que celui défini dans la liste exhaustive de l'article 36 (elles comprennent en l'espèce "les autorités nationales (pouvoirs publics), les pouvoirs publics locaux, ainsi que d'autres parties"). Aux termes de l'article 30:12, un plus grand nombre de parties peuvent fournir des renseignements qui ont un rapport avec l'enquête à l'autorité chargée de l'enquête. Cependant, si ces autres parties ne sont pas nommées dans la liste exhaustive de l'article 36, elles ne pourront exercer les droits dont disposent les "parties intéressées" (par exemple s'inscrire pour participer à l'enquête, conformément à l'article 30:5 de l'Accord).

---